

Sommaire

Actualités

La situation reste tendue dans l'Etat d'Arakan

Remaniement ministériel en faveur du Président

Le gouvernement réduit sa liste noire, les activistes toujours victimes de harcèlement judiciaire

Fin de la censure préalable, mais les restrictions continuent

85 000 déplacés après des inondations

Les civils fuient les combats dans l'Etat Kachin

Pourparlers de paix entre le régime et les rebelles karens dans un climat tendu

La Chine viole le droit international en renvoyant des réfugiés birmans dans une zone de conflit armé

Selon le rapporteur spécial de l'ONU, de graves problèmes concernant les droits de l'homme demeurent

Eclairage:

Des voix s'élèvent pour dénoncer l'islamophobie

**Nous soutenir,
nous rejoindre**

Edito

A l'occasion du 24ème anniversaire du soulèvement national pour la démocratie du 8 août 1988 et de la violente répression qui s'en est suivie, des commémorations ont été organisées dans tout le pays. Malheureusement les violations des droits de l'homme et les arrestations arbitraires qui ont marqué ces manifestations se poursuivent toujours aujourd'hui.

Le 8 août 1988, à travers le pays tout entier, des millions de personnes réclament l'amélioration des conditions de vie, et l'avènement de la démocratie. Un groupe de généraux réprime brutalement ces manifestations, causant la mort de 3000 personnes et des milliers d'arrestations.

Cet anniversaire nous rappelle que les demandes et les frustrations vieilles de 24 ans sont toujours présentes. Malgré la libération médiatisée de quelques centaines de prisonniers politiques, des centaines restent derrière les barreaux et les arrestations pour des motifs politiques ont toujours lieu. Les atteintes aux droits de l'homme n'ont pas cessé non plus : les forces gouvernementales continuent de brûler les villages, de torturer et de violer des civils.

Enfin l'anniversaire 8.8.88 nous rappelle que les actions passées n'ont pas été expiées et que les violations passées restent sans réponse. Il est grand temps de mettre le gouvernement birman face à ses responsabilités afin de de mettre en œuvre une véritable tentative de réconciliation nationale, nécessaire à la réforme politique et à la fin des violations des droits de l'homme.

Les gouvernements du monde doivent s'assurer que leur aide au « gouvernement réformiste » de Thein Sein ne prévoit pas l'immunité du régime. Un changement fondamental nécessite un regard honnête sur les actions passées et présentes. Le Rapporteur spécial de l'ONU a appelé à la mise en place d'une « *Commission de la vérité* », afin de répondre aux griefs de décennies de violations des droits de l'homme et de promouvoir la réconciliation nationale. Nous encourageons fortement un soutien international, notamment de la part de la France, pour la mise en place de cette étape nécessaire vers la responsabilisation et les réformes.

Info Birmanie a donc l'intention de faire écho au souhait du peuple de Birmanie de voir ses aspirations démocratiques, qui les poussent chaque année à commémorer l'anniversaire du 8 août 1988, concorder avec une action résolue de la communauté internationale afin que la Birmanie soit un jour en mesure de célébrer cette date dans la paix et la liberté.

Bonne Lecture
L'équipe d'Info Birmanie

Agissons pour la paix et la démocratie en BIRMANIE

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>

La situation reste tendue dans l'Etat d'Arakan

En août, la situation dans l'État d'Arakan est restée tendue avec de nouveaux affrontements entre bouddhistes Rakhine et musulmans Rohingya dans plusieurs districts. Le 21 août, le gouvernement a déclaré que 89 personnes avaient été tuées tandis que 5338 maisons, 19 mosquées et 14 monastères ont été détruits depuis le début des troubles, au mois de juin. Les autorités ont arrêté 987 personnes impliquées dans les émeutes.

Le 15 août, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a indiqué que les 80 000 personnes touchées par les violences interconfessionnelles dans l'Etat d'Arakan, nécessitaient une aide humanitaire continue pour le reste de l'année. Il y aurait environ 70 000 personnes déplacées - 50 000 Rohingyas et 20 000 bouddhistes - dans l'État d'Arakan, encore fortement tributaires de l'aide alimentaire, et la situation dans les camps de réfugiés demeure précaire. Les autorités birmanes ont pourtant déclaré qu'il n'y avait pas de crise humanitaire dans l'Etat d'Arakan. Par ailleurs, sur les dix travailleurs humanitaires arrêtés, cinq sont toujours détenus. ¹

Les abus contre les Rohingya continuent

Le 1er Août, Human Rights Watch (HRW) a publié un rapport intitulé « *Le gouvernement aurait pu arrêter ça : les violences interconfessionnelles et les exactions qui ont suivi dans l'État d'Arakan* ». Ce rapport décrit l'incapacité du régime à protéger à la fois les communautés Rakhine et Rohingya pendant les troubles. Il accuse également la Tatmadaw (l'armée birmane), la NaSaKa (les forces de sécurité frontalières), et la police d'avoir commis de graves violations des droits de l'homme contre les Rohingya, notamment des meurtres, des arrestations massives et des viols.²

La communauté internationale préoccupée par la situation

La communauté internationale a continué à exprimer son inquiétude concernant le traitement des Rohingyas dans l'État d'Arakan et l'incapacité du régime à reconnaître leur droit à la citoyenneté. Le 6 Août, Le ministère français des Affaires étrangères a appelé le régime birman à protéger tous les civils dans l'État d'Arakan, sans discrimination et à clarifier le droit à la citoyenneté pour les Rohingyas et leur accorder « la plénitude de leurs droits dans le respect des droits de l'homme ».³

Sous la pression de la communauté internationale, le 10 Août, le régime a autorisé une délégation turque à visiter les communautés touchées à Akyab, dans l'État d'Arakan, et à contribuer à la distribution de l'aide humanitaire.

Le Bangladesh bloque l'aide humanitaire et continue à refouler les rohingya

Le 2 Août, le Bangladesh a ordonné à trois ONG internationales - Médecins Sans Frontières (MSF), Action Contre la Faim (ACF) et Muslim Aid Royaume-Uni - de cesser de fournir une aide humanitaire aux réfugiés Rohingya dans la région de Cox's bazar.

¹ OCHA (15 Août 12) Myanmar: Displacement in Rakhine State, Situation Report No. 7; Xinhua (11 Août 12) Death toll rises to 13 in renewed riot in Myanmar western state: official; Myanmar Times (13 Août 12) Seven killed in Fresh unrest in Rakhine

² Human Rights Watch (1er août 12) Birmanie: Les forces gouvernementales s'en prennent aux musulmans rohingyas

³ AFP (06 Août 12) France calls on Myanmar to protect Muslims

Les autorités bangladaises ont déclaré que l'acheminement de l'aide humanitaire encourageait les Rohingyas à entrer illégalement au Bangladesh. Le 4 Août, MSF a mis en garde que mettre fin à l'assistance humanitaire aurait des répercussions sur des milliers de réfugiés Rohingyas au Bangladesh et pourrait « mettre leur vie en danger ». Durant tout le mois d'aoûts, les autorités du Bangladesh ont continué à refouler des dizaines de Rohingyas qui tentaient de fuir les violences et les persécutions dans l'État d'Arakan en Birmanie.¹

Remaniement ministériel en faveur du Président

Le président birman Thein Sein, a annoncé lundi 27 août un remaniement ministériel très attendu qui promeut les partisans des réformes et renvoie à des postes subalternes les tenants de l'ordre militaire ancien. Ce remaniement, qui concerne neuf ministres remplacés sur 29, a été annoncé à la télévision publique. Dans le même temps, 15 vice-ministres ont été désignés ainsi que le nouveau vice-président, poste laissé vacant depuis le mois de mai.²

Le gouvernement réduit sa liste noire, les activistes toujours victimes de harcèlement judiciaire

Le gouvernement birman a supprimé 2082 noms de sa tristement célèbre liste noire, rétablissant l'autorisation de voyager pour environ un tiers des personnes qui figuraient jusqu'à présent sur ce document, a-t-on appris le 28 août. Selon la presse officielle, le gouvernement a supprimé 2082 noms sur 6165. La liste, toujours en place, vise désormais 4083 personnes.

Plusieurs millions de personnes ont fui le pays, placé dès le début des années 60 sous le joug d'une dictature militaire corrompue et très mauvaise gestionnaire. Beaucoup d'intellectuels, ingénieurs et autres cadres sont partis. L'exode a connu une accélération après la répression de la révolte étudiante de 1988, qui a touché notamment les journalistes et universitaires.

En Mars 2011, Thein Sein avait invité les personnes vivant en exil à rentrer au pays et à prendre part au processus de réforme. Cependant, la sécurité des exilés est loin d'être assurée lors de leur retour en Birmanie : les avocats défenseurs des droits de l'homme et les militants connaissant encore toutes formes de harcèlement judiciaire.

Cette semaine, Kyaw Kyaw Min, un avocat birman qui a accepté l'offre de Thein Sein pour rentrer dans son pays, est devenu le premier ancien exilé à être poursuivi dès son retour en Birmanie. Il a été condamné à six mois de prison pour outrage au tribunal alors qu'il défendait des manifestants ayant participé à la «révolution de safran» en 2007. Il avait été condamné par contumace en 2008, et le 28 août dernier il a été arrêté et envoyé à la prison d'Insein.³

1 BBC (02 Août 12) Bangladesh orders charities to stop aid to Rohingyas

2 Reuters (27 août 12) Les réformateurs birmans promus dans un remaniement ministériel

3 AP (28 août 12) Le gouvernement birman réduit sa liste noire; Irrawaddy (30 août 12) Homecoming NLD Lawyer Jailed for Six Months

Fin de la censure préalable, mais les restrictions continuent

Le Département de l'enregistrement et de la surveillance de la presse (PSRD) birman a annoncé l'abolition de la censure avant publication à compter du 20 août 2012. S'il s'agit d'une avancée significative pour la liberté de la presse en Birmanie, de nombreux défis restent à surmonter. En effet, la législation en vigueur en Birmanie demeure la Loi sur l'enregistrement des imprimeurs et éditeurs, promulguée en 1962. Le gouvernement peut ainsi toujours invoquer la menace de troubles à l'ordre public comme motif pour justifier une censure a posteriori, menacer les journalistes de poursuites judiciaires et d'arrestations arbitraires ou les inciter à l'autocensure.¹

Malgré ces restrictions, les journalistes ont intensifié les activités visant à promouvoir la liberté de la presse.

Lundi 6 août, dans les kiosques de Rangoon, trois hebdomadaires portaient les couleurs du deuil. Leur Une était imprimée en noir. Seul, un slogan en lettres blanches : « Chaque citoyen devrait être libre d'exprimer et de publier sans réserve ses convictions et opinions ». L'initiative a été prise suite à la suspension, le 31 juillet, de deux hebdomadaires. Le bureau de la censure reproche à *The Voice Weekly* et à *The Envoy* ne pas lui avoir soumis certains de leurs articles avant publication.

Au lendemain de la suspension des deux hebdomadaires, un groupe composé d'une centaine de journalistes a fondé un Comité pour la liberté de la presse. Le 4 août, une soixantaine de membres du comité, vêtus d'un T-shirt noir indiquant le slogan « Stop killing press », se sont rendus d'un média à l'autre afin de recueillir des signatures pour une pétition appelant à la fin de la censure, mesure qui devait entrer en vigueur en juin mais qui reste soumise à l'adoption d'une nouvelle loi sur la presse. La pétition doit être adressée au président Thein Sein.

Sous la pression des manifestations, le gouvernement birman a levé l'interdiction qu'il avait édictée fin juillet à l'encontre de deux hebdomadaires pour non-respect de la loi de censure.²

85 000 déplacés après des inondations

Une mousson exceptionnellement abondante en Birmanie a forcé des dizaines de milliers de personnes à quitter leurs villages inondés pour chercher refuge dans des camps de fortune.

Plus de 68.000 personnes sont actuellement abritées dans 308 camps dans le pays, selon le ministère des Affaires sociales. « Nous avons fourni aux victimes l'assistance nécessaire, telle que le riz et des équipements de base », a indiqué le directeur général du ministère, Soe Aung.

Le delta de l'Irrawaddy, dans le sud-ouest du pays, est la zone la plus durement touchée, avec les pluies les plus intenses enregistrées depuis le cyclone Nargis, qui avait dévasté en 2008 toute la région en faisant 138.000 morts et disparus.

¹ AFP (24 août 12) Birmanie: malgré la fin de la censure, une liberté de la presse à conquérir

² Asie Info (7août 12) Petite victoire pour la liberté de la presse en Birmanie

Aucune victime n'a été répertoriée cette année dans le delta, mais deux hommes ont été tués la semaine dernière à Lashio, en Etat shan. Plus de 54.000 hectares de terres cultivées ont été détruits.¹

Les civils fuient les combats dans l'Etat Kachin

En août, les combats entre la Tatmadaw et l'Armée d'indépendance Kachin (KIA) se sont poursuivis dans l'Etat Kachin alors que le régime et la KIA ont échoué à entamer des pourparlers pour le deuxième mois consécutif. Depuis la mi-août, la Tatmadaw a amassé des troupes dans les zones contrôlées par l'Organisation d'indépendance Kachin (KIO) dans le district de Hpakant, dans l'Etat de Kachin, et a lancé une offensive qui a provoqué la fuite de 8.000 civils.²

Pourparlers de paix entre le régime et les rebelles karens dans un climat tendu

Malgré les pourparlers entre les autorités et l'Union nationale karen (KNU) au début du mois d'août, les tensions demeurent élevées, et des combats entre la Tatmadaw, soutenue par la Force des gardes-frontières (BGF), et l'Armée de libération nationale karen (KNLA) ont été reportés le jour même où les pourparlers ont eu lieu.³

Le 28 Août, Physicians for Human Rights (PHR) a publié un rapport intitulé « *Blessures amères et rêves perdus: les droits de l'homme en danger dans l'Etat Karen* ». ⁴ Le rapport démontre que les violations des droits de l'homme perpétrés par la Tatmadaw ont continué malgré un accord de cessez-le-feu initial conclu entre le régime et la KNU. Les principales conclusions du rapport sont:

- Près d'un tiers des 665 familles interrogées ont déclaré avoir subi des violations des droits de l'homme, notamment des cas de travail forcé, de torture et des viols, entre janvier 2011 et janvier 2012.
- Les violations des droits de l'homme ont eu une incidence beaucoup plus élevée dans les territoires contrôlés par la Tatmadaw que dans les zones où les groupes ethniques armés opéraient.
- Les gens qui vivaient près d'une mine, d'un pipeline, d'un barrage hydroélectrique ou d'autres projets soutenus par le régime étaient significativement plus susceptibles d'avoir subi des violations des droits de l'homme tel que le travail forcé, l'interdiction d'accès à leurs terres, et des restrictions sur leurs mouvements.

1 AFP (27 août 12) Birmanie: 70.000 déplacés après les inondations; BBC (25 août 12) Burma floods leave 85,000 homeless in Irrawaddy Delta

2 Irrawaddy (30 août 12) More Displaced as Kachin Fighting Escalates

3 DVB (07 août 12) Karen National Union, peace committee hold preliminary talks; KIC (07 août 12) KNLA and government's militia fight – four soldiers killed

4 PHR (28 août 12) **Bitter Wounds and Lost Dreams: Human Rights Under Assault in Karen State, Burma**

La Chine viole le droit international en renvoyant des réfugiés birman dans une zone de conflit armé

Depuis la mi-août, les autorités chinoises ont renvoyé de force des milliers de réfugiés Kachin en Birmanie. La Chine aurait forcé environ 4900 réfugiés à retourner dans l'État Kachin. Les autorités chinoises auraient détruit des abris de réfugiés après avoir forcé ces derniers à les quitter, et ont empêché les journalistes de prendre des photos. Contredisant de nombreux témoignages, le Ministère chinois des Affaires étrangères a affirmé que « les habitants des frontières » sont retournés en Birmanie de leur propre gré. Le 31 Août, le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) a indiqué que la Chine avait refusé l'accès de l'ONU aux réfugiés kachin renvoyés de force.¹

Selon le rapporteur spécial de l'ONU de graves problèmes concernant les droits de l'homme demeurent

Le 4 août, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme en Birmanie Tomás Ojea Quintana a conclu un séjour de sept jours en Birmanie. Tomás Ojea Quintana a rencontré plusieurs responsables du régime, des représentants de la société civile, et des députés - y compris Daw Aung San Suu Kyi. Tomás Ojea Quintana s'est aussi rendu dans les zones touchées par les violences sectaires dans l'Etat d'Arakan pour une mission d'enquête. Les autorités lui ont cependant refusé l'accès à l'État Kachin. Le 4 août, avant de quitter la Birmanie, Tomás Ojea Quintana a publié une déclaration indiquant que la Birmanie devait continuer à « s'attaquer à de graves problèmes concernant les droits de l'homme ».²

il s'est dit principalement préoccupé par :

- Les allégations de graves violations des droits de l'homme commises par les autorités au cours des troubles dans l'État d'Arakan, notamment l'usage excessif de la force, les arrestations et les détentions arbitraires, les assassinats, le déni d'une procédure régulière, et l'utilisation de la torture pendant la détention.
- Les allégations de graves violations des droits de l'homme commises par le Tatmadaw dans l'Etat Kachin, notamment les attaques contre les populations civiles, les exécutions extrajudiciaires, les violences sexuelles et la torture.
- Le processus de rédaction législatif ne serait pas suffisamment inclusif et transparent et les mécanismes d'application des lois restent insuffisants.
- La Commission des droits de l'homme a encore «un long chemin à parcourir » pour être indépendante et pleinement conforme aux principes des Nations unies relatifs au statut des institutions nationales.

Quintana a aussi recommandé au Parlement de mettre en place une « *Commission de la vérité* », afin de répondre aux griefs de décennies de violations des droits de l'homme et de promouvoir la réconciliation nationale.

¹ Irrawaddy (24 août 12) Forced Refugee Return Risks Lives: HRW; Irrawaddy (23 août 12) Kachin Refugees Forced Home by China
² NLM (05 août 12) Mr Quintana concludes visit; OHCHR (04 août 12) Statement of the Special Rapporteur on the Situation of Human Rights in Myanmar

Eclairage

DES VOIX S'ÉLÈVENT POUR DÉNONCER L'ISLAMOPHOBIE

Alors que les discours haineux s'expriment de plus en plus ouvertement depuis que des violences meurtrières entre bouddhistes et musulmans ont éclaté il y a deux mois dans le nord-ouest du pays, certains activistes osent prendre une position dénonçant l'islamophobie et le rôle des militaires dans ce conflit.

Ces voix courageuses, prêtes à se faire entendre et à aborder la question de façon objective malgré la pression sociale, sont très rares. En effet, d'autres militants pour la démocratie affirment que les Rohingyas, ceux que les Nations Unies considèrent comme l'une des minorités les plus persécutées de la planète, ne font pas partie des minorités officielles de Birmanie .

ASHIN GAMBIRA



Cet ancien moine birman condamné à 68 ans de prison pour sa participation à la «révolution safran», a fait partie des centaines de prisonniers politiques libérés en janvier 2012.

Dans de nombreuses déclarations faites après sa libération, U Gambira disait ne pas avoir confiance dans les réformes démocratiques entreprises au cours de l'année écoulée.

Dans une lettre ouverte, il s'attaque à l'ordre militaire, qui selon lui nourrirait les conflits et les divisions entre la population pour rester au pouvoir. Le nationalisme est utilisé pour maintenir en vie le système militaire. ¹

« La violence entre Rakhines et Rohingyas dans l'État d'Arakan est un exemple de la façon dont les dictatures partout dans le monde utilisent et s'appuient sur les conflits pour rester au pouvoir. Si tous les gens étaient unis, une dictature militaire ne pourrait pas survivre. »

Selon lui le nationalisme est utilisé pour maintenir en vie le système militaire : *« Division et hostilité dans l'esprit des gens ne font que renforcer la puissance des militaires. Pour cette raison, l'armée utilise systématiquement la politique de 'diviser pour mieux régner' afin de garder les militaires 'nécessaires', pertinents et au pouvoir. Le peuple birman est séparé en différents groupes, et chaque groupe se bat soi-même pour sa survie, sans unité ou coopération. Tout le monde vit dans la peur et la méfiance de l'autre. Tout le monde voit l'autre avec un esprit soupçonneux.»*

¹ Ashin Gambhira: "Why encourage racism, why create a crisis?", <http://www.thebestfriend.org/2012/08/29/ashin-gambira-why-encourage-racism-why-create-a-crisis/>

Eclairage

NAY PHONE LATT



Nay Phone Latt, jeune blogueur de 32 ans, avait été condamné à 20 ans de prison par la junte birmane pour son soutien à la « révolution safran » menée par des moines bouddhistes en 2007. Avec des centaines d'autres prisonniers politiques, il a été libéré en début d'année dans le cadre d'une amnistie décrétée par le régime qui a récemment multiplié les réformes.

Il fait aujourd'hui partie des rares birmans à s'élever contre l'islamophobie. Sur son blog, Nay Phone Latt a ainsi dénoncé un risque de génocide contre les Rohingyas, une minorité musulmane apatride qui ne fait pas partie des groupes ethniques officiellement reconnus par la Birmanie.

Une prise de position qui a mis à mal la popularité de cet activiste qui, il y a quelques mois encore, était un symbole de l'opposition au pouvoir militaire. Il est en effet violemment critiqué sur sa page Facebook par des internautes qui lui reprochent son soutien aux Rohingyas, qui sont perçus comme des immigrants illégaux par une majorité des Birmans.

Une photo de lui utilisée pendant la campagne pour sa libération, montrant ses amis avec son patronyme écrit sur la paume de leurs mains, a circulé sur internet. Le nom a été barré et remplacé par le mot «kalar», terme hautement péjoratif employé pour qualifier les musulmans.

Il ne renonce pas pour autant, convaincu que la haine ambiante pourrait conduire à des «combats sans fin».¹

ZARGANAR



Humoriste et ex-détenu politique Zarganar, a été le premier à plaider pour des droits égaux pour tous les habitants de ce pays majoritairement bouddhiste, «quelles que soient leur religion ou leur appartenance ethnique».²

¹ AFP (17 août 12) Birmanie: des voix s'élèvent pour dénoncer l'islamophobie ordinaire

² Ibid



« Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre » Aung San Suu Kyi



74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél. 01 46 33 41 62
Mail. infobirmanie@gmail.com
<http://www.info-birmanie.org>

Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'Homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

Aidez Info Birmanie !

Envoyez vos dons par internet ou par chèque (libellé au nom de Info Birmanie, à l'adresse ci-dessus).
Vous recevrez un reçu fiscal vous permettant de bénéficier de réduction d'impôt sur le revenu.

Rejoignez Info Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres événements publics ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions.

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice.

Faire partager votre expérience et vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques.

Contactez Célestine

01 46 33 41 62 / infobirmanie@gmail.com

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>